

Pour nos salaires, agir maintenant !

Première réunion NAO du 29 janvier

La direction a donné son bilan des mesures salariales 2018 et annoncé 2,4 % d'augmentation moyenne, comparant celle-ci avec l'inflation de... 2017 (1,1%).

→ C'est une moyenne : 9,6% des cadres et 26,7% des ETAM n'ont pas eu d'Augmentation Individuelle.

AI 2018*	0%	1%	1.5%	2%	2.5%	3%	≥5%
Cadres	9.6%	11.5%	10.4%	22%	11.8%	19.4%	15.3%
Etam	26.7%	32.3%	16.8%	18.3%	-	1.2%	4.7%

*Lettres de transparence ETAM et Cadres 2018

→ Les augmentations 2018 sont à comparer avec l'inflation de... 2018 et pas de 2017 ! L'INSEE annonce 1,8% d'inflation en 2018. D'où une perte de pouvoir d'achat pour ceux qui n'ont eu que 1% d'AGS, voire aucune augmentation pour certains Cadres.



Seconde réunion NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) prévue vendredi 15 février

La direction annoncera le 15 février les mesures salariales pour 2019 : AGS (Augmentation Générale de Salaire), AI (Augmentation Individuelle), Primes... La veille, elle aura publié les résultats financiers de 2018 et le montant de la prime d'intéressement entreprise. Mais une prime ne fait pas un salaire.

Il faut un réel et profond changement dans la politique salariale de Renault :

- **Moins d'inégalités**, grâce au versement d'AGS conséquentes à tous les salariés (APR, ETAM et Cadres).
- SUD revendique un talon d'AGS de **300 euros pour tous** et la création d'un **13^{ème} mois**
- **L'arrêt de l'exclusion des Cadres des NAO**, avec une négociation et une annonce des primes et des augmentations prévues pour 2019, comme c'est le cas pour les APR et les ETAM
- **Plus de transparence**, par exemple sur la Part Variable Groupe versée aux cadres dirigeants

Quand il s'agit des dirigeants, il y a de l'argent. Et beaucoup comme l'a révélé l'affaire Ghosn ! Il n'y a pas de raison que les salariés n'aient que des miettes. Jean-Dominique Senard, le nouveau président de Renault, est présenté comme « un patron très social ». C'est le moment de le prouver !

Rappel des augmentations de salaire Renault sas des années précédentes :

Salaires Renault		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
APR	AGS	1,5%	2,5%	0	0,7%	1,7%	2,3%	0	0,5%	0	0	0,6%	1,0%
	AI	1,5%	1,2%	0,7%	0,8%	1,3%	0,7%	0	0,5%	1,1%	1,4%	1,4%	1,4%
ETAM	AGS	1,5%	2,5%	0	0,7%	1,7%	2,0%	0	0	0	0	0	1,0%
	AI	1,5%	1,2%	0,7%	0,8%	1,3%	1,0%	0	1,0%	1,1%	1,4%	2,0%	1,4%
Cadres	AI	3,0%	3,7%	0,7%	1,5%	3,0%	3,0%	0	1,0%	1,1%	1,4%	2,0%	2,4%

Cinq ans sans AGS pour les ETAM, des AI de 1 ou 2%... Notre pouvoir d'achat est en berne.

La prime exceptionnelle obtenue grâce aux Gilets jaunes (versée avec la paie de janvier) se réduit à 300 € pour de nombreux ETAM (alors qu'elle pouvait atteindre 1000 €), tandis qu'une majorité de Cadres en sont exclus. Pour une entreprise qui se proclame 1^{er} constructeur mondial, nous sommes loin du compte.

Appel interprofessionnel national à la grève

Depuis plusieurs semaines, les « gilets jaunes » mais aussi des jeunes, des salariés et des retraités, se mobilisent face à la dégradation de leurs conditions de vie et de leur pouvoir d'achat.

Cette mobilisation a obligé le gouvernement à certains reculs : suppression de la hausse de la taxe carbone, hausse de la prime d'activité, suppression de la hausse de la CSG pour une partie des retraités... Mais ces mesures ne suffiront pas à stopper la spirale infernale des inégalités et de la précarité.

Toutes les manifestations des années précédentes (contre l'augmentation de l'âge de départ en retraite et la baisse des pensions, contre la loi travail et les ordonnances Macron...), toutes les grèves pour l'augmentation des salaires, pour l'emploi (filiale automobile...) et la défense des services publics (SNCF...) auraient dû inciter le gouvernement et le patronat à écouter et à changer de politique.

Au contraire, celui-ci répond par la répression. Et le « grand débat » vanté par l'exécutif a pour objectif d'éviter de répondre à ces revendications, afin de permettre au gouvernement de poursuivre une politique injuste au service du MEDEF et des plus riches. Dans sa « lettre aux Français », le président Macron le confirme : il ne reviendra pas sur la suppression de l'Impôt Sur la Fortune. Par contre, il s'interroge sur la pertinence du maintien de certains services publics...

Les Gilets jaunes ont montré qu'une mobilisation déterminée pouvait faire reculer le gouvernement. Mais pour aller plus loin, notamment sur l'emploi et les salaires, il faut désormais une intervention massive des salariés. Nous sommes tous concernés. Tous ensemble, nous pouvons faire bouger les lignes.

Solidaires (qui regroupe les syndicats SUD) et la CGT appellent à une grève nationale interprofessionnelle mardi 5 février. Des « gilets jaunes » et d'autres syndicats s'y sont joints : il faut faire converger toutes les colères contre ce monde injuste et à bout de course.

SUD Renault Guyancourt appelle les salariés du Technocentre (Renault et prestataires) à faire grève à partir de 13h et à manifester à Paris.

Contactez-nous si vous souhaitez manifester.

Mardi 5 février 2019

RDV à 14h devant l'Hôtel de Ville à Paris

Manifestation jusqu'à la Concorde

A l'appel de Solidaires, CGT, FO et FSU Ile-de-France

Les Unions Régionales Ile-de-France Solidaires/CGT/FO/FSU revendiquent :

- Hausse immédiate du SMIC à 1800€
- Augmentation générale des salaires et des pensions
- Réindexation des salaires, des pensions et des retraites sur le coût de la vie
- Développement de tous les services publics sur tous les territoires
- Retour à la retraite à 60 ans et abandon de toute réforme de retraite par points
- Abrogation des lois qui détricotent le droit du travail et la protection des salariés (Lois Rebsamen, El Khomri, ordonnances Macron...)
- Arrêt de la répression policière (interdiction flashball...)

SUD déplore qu'au Technocentre, sa proposition d'intersyndicale sur les NAO se soit heurtée à l'indifférence des autres syndicats : le SMTE a accepté une rencontre mais n'a pas voulu donner suite, la CGT a eu un empêchement, la CGC a répondu que c'était du ressort de ses délégués centraux, CFDT et FO n'ont même pas répondu à notre proposition.

A Renault Cléon, toutes les organisations syndicales (CGT, CGC, CFDT, UNSA et SUD) se sont concertées pour revendiquer en commun « *de vraies augmentations générales de salaires et un budget NAO permettant d'augmenter le pouvoir d'achat de l'ensemble des salariés* ». C'est un point d'appui, même s'il ne remplace pas l'intervention et la mobilisation des salariés. Car sans celle-ci, **sans vous, peu de choses sont possibles.**